

Compte-rendu – Lendemain Collectifs – 27 mai 2020

« Quelle place pour les femmes dans la ville de demain ? »

Les femmes ont été en première ligne dans la lutte contre le Coronavirus, et sont aussi souvent les plus fragilisées par la crise sociale en cours. Penser le "monde d'après", c'est aussi penser à la manière dont les femmes y seront reconnues, et l'occuperont.

Les cinquièmes "Lendemain Collectifs" ont eu lieu le 27 mai, autour de plusieurs questions : comment, suite à la crise qui a révélé de manière éclatante le caractère prépondérant et pourtant mal valorisé des métiers féminins, mieux reconnaître le rôle des femmes dans le fonctionnement de notre société ? Comment rendre nos vies, nos villes, plus égalitaires ?

Pour échanger sur ce sujet, nous avons eu le plaisir d'accueillir :

- **Corinne Luxembourg**, Maîtresse de conférences habilitée à diriger des recherches en géographie à l'ENSA Paris-La Villette après avoir enseigné à l'université d'Artois de 2010 à 2017, Corinne Luxembourg a conduit ses recherches sur les villes en désindustrialisation. Depuis 2013, elle porte un projet de recherche pluridisciplinaire sur une approche genrée de l'espace public à Gennevilliers. Ces travaux ont donné lieu à la publication d'un ouvrage en mars 2017 : La ville : quel genre ? aux éditions du Temps des Cerises. Un nouvel ouvrage : Les sens de la ville est prévu pour avril 2020 chez le même éditeur.
- **Alexandra Duval**, Candidate sur la liste Poitiers Collectif, militante féministe et investie dans la réflexion d'une politique municipale féministe.
- **Coralie Breuillé-Jean**, Candidate sur la liste Poitiers Collectif, qui a animé les échanges tout au long de la soirée.

Quel constat du partage de l'espace public, et quel impact du confinement ?

CL : les pratiques sont inégalitaires de l'espace public : les hommes s'y retrouvent pour eux même (amis, bars, sport...) alors que les femmes n'y vont pas à n'importe quelle heure, rarement pour elles-mêmes, et souvent pour le prolongement des tâches domestiques (gestion des enfants, courses, ...).

Difficile d'observer pendant le confinement, mais quelques observations peuvent être soulevées :

- Files d'attentes plus masculines devant les magasins
- Les animaux promener plus que d'habitude par les hommes

AD : Accord sur le constat : homme/femme = pratiques différentes de l'espace public.

Cela a trait à la légitimité : il y a une pression ressentie par les femmes (habillement, heure de sortie, endroit à ne pas fréquenter...)

40% des femmes françaises s'interdisent d'aller dans certains espaces publics.

Une pression de la part des hommes est omniprésente dans les modèles proposés par la société (publicité qui montre des standards de beauté qui dévalorise les femmes n'y répondant pas, des noms de rue majoritairement masculins) .

CBJ : pendant le confinement, le sentiment de jugement de la part des hommes était encore plus fort, du fait qu'il y ait moins de femmes à l'extérieur.

On peut constater une rupture de comportement à l'adolescence : les filles restent à la maison (pour être « protégées ») et les garçons vont plus à l'extérieur.

Comment permettre aux femmes de prendre leur place dans une ville construite pour les hommes ?

CL : L'urbanisme n'est pas neutre

Les décisions sont majoritairement prises par des hommes : les délégations urbanismes, bâtiments, voiries, sont souvent confiées à des hommes. Cela influence donc l'aménagement de l'espace public, même inconsciemment.

Si les femmes prennent place à ces postes, cela pourrait commencer à influencer sur les décisions d'aménagement.

Il faudrait aussi renommer des lieux publics avec des noms de femmes, pour donner des modèles.

Il faut enfin que les hommes se rendent compte de la place dominante qu'ils occupent et acceptent de lâcher le pouvoir. Une vision hétéronormée influence aussi l'aménagement : une vision plus large, incluant une vision « queer » pourrait aussi aboutir à des aménagements différents.

AD : Poitiers Collectif souhaite impliquer les citoyen.enne.s dans les décisions : cela permettra ainsi de faire en sorte que la ville soit à tout le monde.

Certaines personnes subissent plusieurs sortes de domination dans l'espace public (genre, sexualité, couleur de peau, classe sociale...) : il est donc nécessaire de penser l'espace public pour que chacun.e puisse s'y sentir à sa place.

Il faut aussi apprendre à ne plus être dans l'autocensure : pourquoi par exemple ne pas donner aux filles des cours d'auto-défenses féministes ?

Il faut enfin que chacun.e réinvestisse l'espace public : certaines collectivités y travaillent déjà (exemple d'appel d'offre parisien qui prend en compte ces questionnements).

CBJ : les structures d'éducation populaire ont un rôle à jouer pour faire en sorte que les femmes se sentent légitimes.

Pour les réhabilitations urbaines, les avis des habitant.e.s sont désormais requises : sauf que les femmes s'expriment moins que les hommes ! Il faut donc leur redonner la force de se sentir légitime.

Quels changements physiques concrets sont à mettre en œuvre pour que les femmes se sentent en sécurité dans l'espace public

CL : Gennevilliers est une collectivité déjà très attentive à ces points (notamment éclairage public, largeurs des trottoirs, ...). Sur un éco-quartier, le choix a été fait de manière à optimiser la visibilité, y compris sur la hauteur des végétaux, pour que les femmes se sentent plus rassurées.

Sur d'autres zones de territoires, qui ont des fonctionnalités de « transport » (sortie de station de métro...), on se retrouve sur des zones où le sentiment d'insécurité ressort. On attend sur ces espaces plus des femmes d'exprimer leur peur, et beaucoup moins des hommes (qui n'ont pas moins peur pour autant). Si les hommes acceptaient d'exprimer leurs craintes, cela participerait à faciliter la prise en compte de ces craintes pour envisager un autre aménagement.

Souvent, quand on parle de « femmes dans l'espace public » arrive les thématiques liées à la « sécurité dans l'espace public ». Il faut être vigilant car les injonctions qui demandent aux femmes de rester chez elles (pour plus de sécurité) être contreproductif car la majorité des violences faites aux femmes se passent au contraire dans la sphère privée.

CBJ : les agressions dans les transports publics restent une réalité.

AD : « se sentir systématiquement en inconfort quand on est dehors, c'est déjà une violence »

¾ des investissements publics sur les aménagements d'espace profitent aux garçons.

Faudrait-il envisager des journées de non-mixité pour permettre aux filles d'investir des espaces qu'elles n'osent pas investir habituellement afin qu'elles se sentent à l'aise ensuite pour y aller en mixité ?

Il faut aussi former les personnels liés à l'éducation en déconstruisant les modèles de représentation et ce dès le plus jeune âge. Le terrain de foot pour les garçons au milieu de la cour à l'école et les filles sur les côtés est déjà un message à changer.

Si Poitiers collectif arrive à la tête de la mairie, il y aura aussi un travail à mener au sein même de la collectivité.

CBJ : la non-mixité ne gêne que si elle est féminine.

Que peuvent faire les collectivités pour mieux aménager les cours d'écoles ?

CL : certaines collectivités tentent des expérimentations (écoles, collèges...). Ces cours sont de l'espace public : et cela influe forcément sur la construction des enfants et leur rapport à l'espace public. L'attention au cours d'école est donc un point à prendre en compte par la collectivité.

Quelles préconisations pour les collectivités

CL : Pour bien aménager l'espace public ; il faut d'abord demander aux habitants ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, et analyser pourquoi cela fonctionne ou pas.

Et ce qui marche dans un quartier, ou une ville, ne fonctionnera pas forcément ailleurs : il faut donc dans un premier temps écouter les habitant.e.s.

AD : il faut aussi associer à ces réflexions les experts et associations.

CL : sur Gennevilliers, sur un projet de recherche sur le long terme (6 ans) il a été possible de prendre le temps de bien analyser ce qui se passait.

Par exemple les jardins partagés étaient naturellement bien investis par les femmes, et ce avec toutes les classes sociales. Le savoir-faire des familles avait été transmis (alimentation, végétalisation, nature...). Ces jardins ont finalement été un moyen d'émancipation et de partager un savoir reçu via la transmission familiale.

Est-ce que n'est pas aussi aux femmes de prendre leur place dans l'espace public

AD : la lutte pour le féminisme sert au final aussi bien les femmes que les hommes.

Ce n'est pas facile de prendre sa place pour une femme : cela reste un challenge. Il faut contrôler son côté émotif.

Les femmes de pouvoirs dérangeant : on les retrouve plus souvent dans les métiers du « soin » que dans les postes décisionnaires. Du coup les femmes ne s'autorisent pas à y postuler à ces postes de « pouvoir ».

CL : dire que les femmes peuvent prendre leur responsabilité et prendre leur place c'est aussi dédouaner les pouvoirs publics sur ce sujet. D'ailleurs ce sujet de la place des femmes est très souvent traité au niveau local et très peu au niveau national.

AD : un outil est intéressant à mettre en œuvre : « les budgets sensibles au genre » qui permettent d'évaluer si le projet financier va permettre de réduire les inégalités liées au genre.

Il faut des services formés aussi sur ce prisme du genre.

L'échelon local ne pourra pas tout faire sur ce sujet, mais c'est celui sur lequel nous pouvons à notre échelle avoir la main.

Sur le site du ministère de l'intérieur, jusqu'en 2014, une page dédiée aux « conseils aux femmes » étaient encore présente.

Est que le confinement a aggravé les inégalités hommes/femmes ? et le télétravail a augmenté les inégalités dans l'accès au travail ?

CL : sur le télétravail, du point de vue personnel, ce n'est pas très épanouissant. Le confinement était un télétravail imposé dans des conditions particulières avec la gestion familiale en parallèle.

Pendant le confinement, les tâches ménagères ne se sont pas mieux réparties (au contraire). De ce fait, le confinement n'a rien arrangé sur ces inégalités hommes/femmes.

AD : les JT se sont un peu plus emparés du sujet pendant le confinement ce qui a permis de mettre en exergue le fait de devoir mieux répartir les tâches aussi en période « normale ».

CBJ : les femmes risquent de plus souffrir de la suite avec la crise économique qui s'annonce du fait qu'elles occupent des postes plus souvent précaires.

Sur le programme Poitiers Collectif :

Sollicitera-t-on des associations comme « Genre et Ville »

AD : il y a une réelle volonté dans le programme de Poitiers Collectif de travailler pour faire en sorte de redonner de l'égalité homme/femme, et ce en concertation avec les habitant.e.s, et rien ne nous interdit de faire appel à des structures expertes pour nous y aider.

Que prévoit Poitiers Collectif pour la légitimité des femmes dans l'espace politique

AD : il y a déjà des lois (parité) mais il faudra aller plus loin, par exemple en veillant à ne pas « genrer » les délégations.

Il faudra aussi être très vigilant sur la participation citoyenne (que cette participation soit bien paritaire).

Pour que les changements s'imposent, ne faudrait-il pas que ce ne soient pas les femmes qui « arrachent » ces droits ?

AD : c'est vrai, mais certaines fois les combats sont nécessaires pour arriver à aboutir à cette égalité (comme ça a été le cas pour le mariage pour tous par exemple).